



**HAL**  
open science

**L'Angola dans la longue durée. Autour du livre de  
Alberto Oliveira PINTO, História de Angola da  
Pré-História ao início do Século XXI, Lisbonne,  
Mercado de Letras Editores, 2016, 800 p., ISBN:  
978-972-8834-26-5.**

Michel Cahen

► **To cite this version:**

Michel Cahen. L'Angola dans la longue durée. Autour du livre de Alberto Oliveira PINTO, História de Angola da Pré-História ao início do Século XXI, Lisbonne, Mercado de Letras Editores, 2016, 800 p., ISBN: 978-972-8834-26-5.. Outre-Mers Revue d'Histoire, 2018, Regards sur le corps aux colonies, 398-399, pp.303-309. halshs-02471927

**HAL Id: halshs-02471927**

**<https://shs.hal.science/halshs-02471927v1>**

Submitted on 9 Feb 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## L'Angola dans la longue durée

Autour du livre de Alberto Oliveira PINTO, *História de Angola da Pré-História ao início do Século XXI*, Lisbonne, Mercado de Letras Editores, 2016, 800 p., ISBN: 978-972-8834-26-5.

Un livre sur l'Angola dans la longue durée ? C'était une gageure que de tenter cette aventure, mais Alberto Oliveira Pinto, historien, romancier et poète angolais, a d'abord voulu faire œuvre de service public, comblant une lacune dans la bibliographie que l'on peut proposer aux étudiants d'histoire et à un public cultivé plus large, angolais, portugais et brésilien au premier chef<sup>1</sup>. Ainsi ce livre n'avait pas pour objectif d'apporter des choses entièrement nouvelles, puisqu'il n'est pas construit autour de nouvelles recherches archéologiques, d'archives ou d'histoire orale, mais réunit les apports les plus larges possibles de la bibliographie disponible en un manuel de format encore admissible – un « pavé » de 800 pages. Ce qui est nouveau, c'est donc son existence même, ce qui ne signifie pas que l'on ne puisse pas discuter certains choix et interprétations de l'auteur.

Dans un livre, très souvent, on ne lit guère la préface. Je conseille ici vivement de le faire, car le texte concis (3 pages : pp. 13-15) de Elikia M'Bokolo – dont il serait utile que la version française originale figure sur un site internet – est une leçon de méthodologie historique. La première remarque de E. M'Bokolo porte sur le fait « qu'il est encore difficile, vraiment très difficile, d'écrire l'histoire des espaces, des territoires et des peuples qui composent *aujourd'hui* les États africains »<sup>2</sup> (souligné par moi). Tout est dans le « aujourd'hui » : que signifie écrire une histoire « de la préhistoire à nos jours » pour un territoire qui n'a été stabilisé dans son extension présente qu'à partir de 1891 ? N'est-ce pas une vision téléologique de l'histoire que d'appeler « Angola » ce qui le devint mais ne devait pas forcément le devenir ? Bien entendu, ce problème n'est pas nouveau, et on a des centaines d'*Histoires de France* qui remontent à Vercingétorix et de *Histórias de Portugal* qui remontent à Viriato, ce qui ne fait aucun sens. La contradiction est connue mais de difficile résolution : on a besoin d'écrire l'histoire d'espaces donnés tout autant que d'éviter de verser, même implicitement, dans la réécriture nationaliste de l'histoire de ces mêmes espaces. Dans le cas présent, le danger était de laisser entendre qu'il y aurait depuis toujours eu « quelque chose d'angolais » dans des territoires qui le devinrent ensuite. Le doute est renforcé quand on voit que l'auteur critique vertement (p. 22) l'ouvrage de Douglas Wheeler & René Pélissier, *História de Angola*, alors qu'en réalité, il ne traite de l'histoire qu'à partir de la colonie dans son extension actuelle de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. Mais n'est-ce pas le plus correct ? Cependant, l'auteur, tout en laissant le doute ouvert, ne parle jamais, par exemple, de « populations pré-angolaises » et insère dans son ouvrage des espaces qui, aujourd'hui, ne sont pas angolais. Au contraire, il souligne que le mot *angolano* (« angolais ») n'avait pas du tout le sens d'aujourd'hui quand il est apparu : il s'agissait, dans ce qui n'était alors qu'une colonie côtière, de ceux des habitants qui se considéraient portugais – les autres, au moins 98%, étaient le *gentio*, les indigènes.

---

<sup>1</sup> Insistons auprès d'autres publics que la connaissance de l'espagnol permet assez facilement de comprendre un livre en portugais...

<sup>2</sup> Les citations de E. M'Bokolo sont issues de la version originale du texte en français.

<sup>3</sup> Lisbonne, Tinta-da-China, 472 p., ISBN-13: 978-9896710743. Il s'agit de la traduction en portugais, actualisée, de l'ouvrage original en anglais sobrement intitulé, *Angola*, Westport, Greenwood Press, 1971, 296 p. Un livre récent de David Birmingham a tenté d'éviter l'écueil : *A Short History of Modern Angola*, Oxford, Oxford University Press, 2015, 288 p., mais cela sous-entend qu'il y a un *Ancient Angola*... [version portugaise : *Breve História da Angola Moderna – Séc. XIX - XXI*, Lisbonne, Guerra e Paz, 2017, 208 p.]

La deuxième question de E. M'Bokolo porte sur le fait de savoir s'il faut « dire les "États" africains ou les "nations" africaines ? », et de préciser : « L'Angola, qui est "l'objet" traité dans cet ouvrage et "le sujet" agissant de l'histoire qu'il raconte, n'échappe pas à cette problématique générale. Cette difficulté durable de l'historiographie africaine ne sera sans doute pas surmontée avant longtemps... ». M'Bokolo ne répond pas lui-même à la difficulté qu'il soulève, mais, pour le moins, il reste clair que *Estado* n'est pas synonyme de *nação*. Cela vient en contre-point de l'ouvrage qui, notamment dans ces derniers chapitres, tombe trop facilement dans l'équation « il y a État *donc* il y a nation » et utilise le concept de « nationalisme » (et non pas d'anticolonialisme) pour désigner les mouvements indépendantistes. Il est vrai qu'eux-mêmes se désignaient ainsi (« nationalistes »), et on doit donc soigneusement dissocier catégorie de sens et catégorie d'analyse. Il aurait été utile, dans les dernières pages, d'avoir une réflexion sur la nation, sur l'angolanité, car l'histoire contemporaine de l'Angola est paradoxale. Si la guerre civile entre les mouvements MPLA, FNLA et Unita<sup>4</sup> commença dès la période de la lutte anticoloniale et fit rage à partir d'août 1975 (donc avant l'indépendance du 11 novembre 1975), aucun mouvement séparatiste – à la faible exception du FLEC<sup>5</sup> – n'a existé : chacun des mouvements rivaux voulaient la totalité du pouvoir... à Luanda<sup>6</sup>. Cela ne saurait prouver qu'il y a une nation angolaise, hier comme aujourd'hui, mais indique que des courants politiques de trajectoires socio-historiques diverses se sont disputés *des* nations angolaises différentes (ou au moins des imaginaires nationaux différents) *pour le même* espace colonial.

M'Bokolo souligne le déséquilibre des sources – le *gentio* peut-il parler ?<sup>7</sup> – et que la création de l'Angola est intimement liée à la formation du système-monde capitaliste<sup>8</sup>. Il se réjouit que l'auteur n'ait pas divisé son ouvrage en une « période précoloniale »<sup>9</sup>, « coloniale » et « post-coloniale »<sup>10</sup> dans la mesure où ces divisions sont simplificatrices et eurocentriques. Une critique que l'on pourra cependant faire à l'ouvrage est qu'il a choisi ouvertement l'histoire-narration plutôt que l'histoire-problème. Mais le paradoxe est que, relativement à l'Angola, l'histoire-problème est bien mieux connue que l'histoire-narration. On en revient à la remarque initiale : cet ouvrage sert à « planter » les grandes tendances de l'histoire, que l'on pourra ensuite compléter par d'autres lectures. Enfin, il s'agit, dit M'Bokolo, d'un ouvrage anticolonial pour la simple raison que le fait d'être un historien sérieux mène à démonter les héroïcités coloniales pour dévoiler les héroïcités africaines. Certes, mais on peut cependant douter que ce soit si simple, les choix des héros étant toujours très politique. Comme disait la regrettée Christine Messiant, « [En

---

<sup>4</sup> Mouvement populaire de libération de l'Angola, Front national de libération de l'Angola, Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola.

<sup>5</sup> Front de libération de l'enclave de Cabinda. Cabinda est le nom actuel de l'ancien Congo Portugais, rattaché à l'Angola en 1956 mais sans continuité territoriale avec lui.

<sup>6</sup> Ce consensus sur le « lieu de l'État » vient certainement du fait que, depuis 1576, la capitale de la colonie a toujours été Luanda, alors que dans la totalité des autres colonies portugaises (Brésil compris), la capitale a changé au moins une fois.

<sup>7</sup> Clin d'œil à Gayatri Chakravorty SPIVAK, « Can the Subaltern Speak? », in Cary Nelson & Larry Grossberg (eds), *Marxism and the interpretation of Culture*, lieu, Champaign (IL), University of Illinois Press, 1988, pp. 271-313.

<sup>8</sup> L'ouvrage de référence sur cette question est celui, non traduit (ni en français ni en anglais) de Luíz Felipe de ALENCASTRO qui a bien montré comment l'histoire de la formation du Brésil lui-même n'était pas compréhensible hors d'un tout sud-atlantique incluant l'Angola : *O trato dos viventes : formação do Brasil no Atlântico Sul, séculos XVI e XVII*, São Paulo, Companhia das Letras, 2000, 525 p.

<sup>9</sup> Cependant l'auteur emploie l'expression *préhistoire* bien que, dans le texte (non dans le titre), elle soit entre guillemets.

<sup>10</sup> Je me permets d'orthographier ainsi « post-coloniale » afin de bien distinguer la chronologie de l'approche postcoloniale.

Angola], même le passé est imprévisible »<sup>11</sup>. Mais il n'est pas si fréquent qu'une préface discute déjà de l'ouvrage – raison de plus pour la lire avec attention.

Avant d'entrer dans d'autres commentaires, je veux signaler ce qui, à mon avis, est une carence peu justifiable dans l'ouvrage. L'auteur la remarque lui-même pour la regretter, à savoir la quasi-absence du peuple ovimbundu et de la majeure partie des peuples au sud du planalto central avant le XIX<sup>e</sup> siècle. Certes, il y a un problème de source, mais pour les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles ? La carence demeure, sans qu'elle ne soit évoquée. Alors qu'une grande attention est donnée au petit territoire de Cabinda (en des passages extrêmement intéressants), sur le royaume kongo, sur les royaumes mbundu, sur la Lunda, sur les Imbangalas, on ne comprend pas qu'il n'y ait pas d'analyse sur le passage du trafic servile à la récolte du caoutchouc et à la culture du maïs au sein du peuple ovimbundu, qui furent si importantes dans la construction de la relation du planalto central avec Luanda et de sa propre identité.

Hormis cette carence, le livre est bien équilibré. En effet, le risque dans ce genre d'exercice « de la Préhistoire à nos jours » était que les 7000 premières années soient expédiées en vingt pages, les 2000 années suivantes également en vingt pages et les deux derniers siècles en 740 pages. Seul le premier chapitre (de 7000 a.c. au XIII<sup>e</sup> siècle) est court proportionnellement à la durée parcourue, par manque de sources. Mais, par exemple, la période 1975-2002 (année qui clôt le livre<sup>12</sup>) ne contient pas plus de pages que celles relatives aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. L'ouvrage adopte de manière alternée un plan chronologique et géographique, indispensable puisque, justement, l'Angola n'existait pas : l'auteur se devait donc d'étudier les aires historico-politiques les unes après les autres, avec leurs interrelations. Il ne peut être question ici de résumer l'ouvrage, mais je ferai diverses remarques, parfois ponctuelles, parfois gigantesques.

Pour les périodes les plus anciennes (chapitre 1), l'auteur utilise étonnamment le concept de « classe sociale ». Certes, on n'est pas obligé de comprendre cette expression en son sens marxien, mais était-ce le concept adéquat ? Bien entendu, il y avait déjà des différenciations sociales et des spécialisations professionnelles mais l'auteur explique pourtant que la structure lignagère *empêchait* la formation de classe. Mais pourquoi y en aurait-il eu ? Pourquoi poser un problème anachronique ? Il fait ensuite remarquer, que dans cette partie non septentrionale et non orientale de l'Afrique, il n'y eut pas d'esclavage avant l'arrivée des Européens.

Deux chapitres sont consacrés à la formation de l'État Kongo, en relation avec la métallurgie du cuivre, et des États mbundus dépendants du Kongo. Il y a là une discussion intéressante sur les « alliances segmentaires » (donc peu hiérarchisées politiquement) des Mbundu, qui néanmoins, créèrent des États. Puis viennent de nombreuses pages, justifiées, sur l'apparition des « Portugais d'Afrique » à Luanda, Ambriz, Mbanza-Congo ou éparpillés en brousse, ce qui ne veut pas dire que l'« Angola » existait déjà et était déjà colonisé. Comme l'a bien montré Isabel Castro Henriques – dont A. Oliveira Pinto se considère l'élève –, jusque vers 1875 les Africains maintenaient leur hégémonie dans les relations économiques, sociales et militaires avec les Portugais<sup>13</sup>. Ces pages sont, je l'ai dit, justifiées car elles décryptent des phénomènes extrêmement intéressants relatifs à des « Portugais » qui n'étaient pas du tout nécessairement blancs ou même métis. Mais n'est-on pas là cependant otage des archives, qui mentionnent évidemment plus les Portugais, Afro-Portugais et autres Ambaquistas que le *gentio* ? On ne peut inventer ce qui n'est pas dans les archives ou non recueillis dans l'histoire orale. Mais il était peut-être possible

---

<sup>11</sup> Christine MESSIANT, « "Chez nous, même le passé est imprévisible". L'expérience d'une recherche sur le nationalisme angolais, et particulièrement le MPLA : sources, critique, besoins actuels de la recherche », *Lusotopie*, 5, 1998, pp. 157-197.

<sup>12</sup> Cette borne chronologique est justifiée : il s'agit de la fin de la longue guerre civile.

<sup>13</sup> Isabel Castro HENRIQUES, *Commerce et changement en Angola au XIX<sup>e</sup> siècle. Imbangala et Tshokwe face à la modernité*, 2 vols, Paris, L'Harmattan, 1995, 448+410 p.

d'atténuer le problème en donnant plus d'importance à l'histoire des structures – parmi celles-ci, l'esclavage d'exportation pour lequel on a des statistiques. Pour la période contemporaine, on a des statistiques sur le travail forcé, etc. Ici, l'histoire-narration gêne la cohérence globale.

En revanche, le lent basculement du centre de gravité de l'attention des Portugais, du Royaume du Kongo au *Reino de Angola*, plus au sud, est très bien montré, notamment par le biais de son « autonomisation » dans le trafic servile qu'il opère désormais directement, sans passer par le Mani-Kongo, dès le XVII<sup>e</sup> siècle. Ce tournant allait évidemment être fondamental pour la suite de l'histoire, même s'il entraîna bien des guerres. Certaines sont célèbres, comme les épisodes de la reine mbundu Njinga Mbandi à laquelle sont consacrés deux chapitres. Nous revoici dans (la fabrique de) l'héroïcité. Il est vrai que le cas est archétypique : une reine – une femme, donc, de surcroît ! – en génie politico-militaire, sachant faire basculer ses alliances des Portugais aux Hollandais et vice-versa pour défendre l'indépendance de son État. L'auteur ne dit pas, comme certains agents du quasi-culte qui lui est aujourd'hui rendu, qu'elle fut une militante anticolonialiste, et il est clair dans l'ouvrage qu'il s'est agi d'une guerre d'État à État à une époque où l'Angola n'était pas colonisé. Mais pourquoi lui donner tant d'attention ? Ne serait-ce pas là pointer le projecteur de manière exagérée sur l'aire de peuplement mbundu, celle qui est aujourd'hui le cœur de la base sociale du MPLA au pouvoir ? N'y eut-il pas d'autres reines combattives ailleurs ? La fabrique du passé aurait pu être interrogée de manière plus critique.

Les chapitres 14 et 15 sont consacrés au déclin du trafic servile et au difficile développement des cultures et du commerce licites. Ces chapitres sont fondamentaux pour comprendre pourquoi, malgré les rêves de Sá da Bandeira, l'Angola ne fut jamais un nouveau Brésil. Le marquis abolitionniste pensait que les esclaves, désormais non exportés, allaient entrer tout de go dans l'économie marchande comme travailleurs salariés ou forcés, dans des plantations. Sauf que ces plantations n'existaient pratiquement pas, précisément à cause de la rentabilité des produits brésiliens – la séparation politique de 1822 entre le Portugal et le Brésil n'ayant nullement modifié les liens économiques. La conquête territoriale n'était pas achevée et un bon esclavagiste ne faisait pas forcément par la suite un bon entrepreneur rural (il y eut évidemment quelques exceptions). Le développement productif fondé sur le travail forcé à grande échelle devra attendre la fin des années 1930.

Le chapitre 15 porte sur Cabinda, déjà évoquée, avec l'analyse détaillée des rivalités et de la géopolitique des grands lignages cabindais entre les intérêts esclavagistes et licites locaux et les pressions anglaises, françaises et portugaises. Cabinda est définie comme une « enclave géographique de l'Angola » (p. 582), ce qui est vrai *a minima* (pas de continuité territoriale). Mais l'historien aurait dû ici forcer le tabou politique<sup>14</sup> : car le Vungo s'était déjà largement autonomisé du Mani-Kongo avant la colonisation directe et une formation sociale et culturelle bien distincte de celles de l'Angola existait, en une différence non seulement « géographique » avec ce dernier.

Les chapitres 17 et 18 portent sur la période républicaine et salazariste. L'auteur croit pouvoir écrire que Norton de Matos, qui fut deux fois gouverneur-général (1912-1915 et 1921-1923)<sup>15</sup>, « chercha toujours à combattre le travail forcé des indigènes ». Cela est hautement contestable : Norton de Matos fut – peut-on dire avec les mots d'aujourd'hui –, un développementaliste et un productiviste et voulait sans aucun doute faire entrer les Africains dans l'économie monétaire, dans l'optique d'un nouveau Brésil (mais sans métissage). La manière dont

---

<sup>14</sup> Le slogan par excellence du projet nationaliste unitaire du MPLA est « Angola, une seule nation de Cabinda au Cunene » (donc, de l'extrême nord à l'extrême-sud frontalier de la Namibie).

<sup>15</sup> Norton de Matos est surtout connu au Portugal pour avoir tenté courageusement d'affronter le dictateur Salazar lors des élections de 1949. Opposant *républicain*, il n'en restait pas moins parfaitement *colonialiste*.

étaient recrutés les Africains pour l'ouverture des routes et le commencement des chemins de fer ne fut pas exactement un « combat » au travail forcé...

Le chapitre 19 aborde, dans une société urbaine déjà largement transformée, l'essor des mouvements « nationalistes ». C'était un chapitre très difficile dans le contexte angolais, où les tensions sur la fabrique de l'histoire restent considérables. Mais l'auteur a vraiment réussi l'équilibre, avec, par exemple, une discussion approfondie de la fameuse question du « Manifeste du MPLA » de 1956 et de la création du mouvement éponyme à Tunis en janvier 1960<sup>16</sup>.

Le chapitre 20, enfin, porte sur la période de l'indépendance et de la guerre civile et montre bien comment l'Accord d'Alvor engageant le processus d'indépendance, du 15 janvier 1975, est un accord de « triple parti unique » (qui ne reconnaît aucun autre parti ni association civile) et nullement un accord de démocratisation. Il aborde aussi la question de la tentative de coup d'État de Nito Alves du 27 mai 1977, qui fit une quinzaine de morts mais dont la répression fit des milliers de morts en une gigantesque épuration de tout ce que le MPLA pouvait encore compter d'esprits critiques. Cette tragédie est présentée de manière très soignée, ce qui n'était pas facile du tout, même encore aujourd'hui<sup>17</sup>. En revanche, les résultats des élections de 1992 (entre deux guerres civiles) sont présentés (p. 760) comme si les statistiques officielles étaient véridiques, avec un miraculeux « 49,57% » accordé au candidat présidentiel du MPLA afin de permettre un hypothétique second tour prouvant aux yeux de la communauté internationale que le pouvoir était disposé à poursuivre dans la voie de la démocratie (alors que le parti MPLA avait déjà « 53,74% » des voix aux législatives), alors que la guerre civile avait repris avant même la proclamation des résultats...

On l'imagine, bien d'autres remarques auraient pu être faites sur un aussi gros livre portant sur une aussi longue période. Je ne l'ai pas décrit comme parfait, mais c'est un jalon, c'est un livre utile, c'est un véritable progrès dans l'historiographie de l'Angola – un pays qui, à la différence du Mozambique ou du Cap-Vert, autres « Pays africains de langue officielle portugaise », reste sous-étudié. Au moment où j'achève ces lignes (mars 2017), une seconde édition était en cours en raison du véritable succès de librairie – ce qui montre la soif d'histoire du public angolais et intéressé par l'Angola – avec l'ajout d'un index, qui fait cruellement défaut dans la première édition<sup>18</sup>. Le fait qu'il soit paru seulement en portugais va en limiter la diffusion hors lusophonie (espérons du moins qu'elle se fait bien dans le géant Brésil !) mais cela n'empêche pas que les bonnes bibliothèques des pays francophones devraient l'acquérir.

**Michel Cahen**

École des Hautes Études Ibériques et Hispaniques/Casa de Velázquez, Madrid

---

<sup>16</sup> Viriato da Cruz, fondateur d'un éphémère Parti communiste angolais qui ne voulait pas dépendre du Parti communiste portugais, écrivit en 1956 un texte intitulé « Manifeste du MPLA », où ce « MPLA » était en fait un *concept* pour définir le « mouvement populaire de libération de l'Angola » qu'il fallait créer. Mais, par la suite, la direction du MPLA utilisa ce manifeste comme date de sa propre naissance, précédant ainsi le FNLA de quelques années et devenant de la sorte le plus légitime... Cette question reste, encore aujourd'hui, extrêmement sensible en Angola.

<sup>17</sup> La recherche sur le coup d'État de 1977 a, récemment progressé. Signalons notamment le livre de Lara PAWSON, *In the Name of the People: Angola's Forgotten Massacre*, Londres, I.B. Tauris, 2014, 336 p. (édition portugaise : *Em nome do povo. O Massacre que Angola silenciou*, Lisbonne, Tinta-da-China, 2014, 400 p.).

<sup>18</sup> L'ouvrage se clôt par une importante bibliographie (pp. 777-791), qui comporte cependant de très étonnantes carences (des auteurs comme Luís Felipe de Alencastro, David Birmingham, Patrick Chabal, Gervase-William Clarence-Smith, Jill Reaney Dias, Christine Messiant, Maria da Conceição Neto, Justin Pearce, Didier Péclard, Douglas Wheeler, n'y figurent pas). Signalons aussi l'ouvrage, paru alors que le manuscrit de A. Oliveira Pinto était déjà déposé, de Ricardo Soares de OLIVEIRA, précieux pour la période la plus récente : *Magnificent and Beggar Land: Angola Since the Civil War*, Oxford, Oxford University Press, 2015, 320 p. (édition portugaise : *Magnífica e miserável. Angola desde a Guerra Civil*, Lisbonne, Tinta-da-China, 2015, 376 p.).

